

# CAMERA DEI DEPUTATI

---

Doc. **XII-bis**  
n. **53**

## ASSEMBLEA PARLAMENTARE DEL CONSIGLIO D'EUROPA

Raccomandazione n. 2254

---

Salvaguardare la democrazia, i diritti e l'ambiente  
nel commercio internazionale

---

*Trasmessa il 28 aprile 2023*

---

# PARLIAMENTARY ASSEMBLY OF THE COUNCIL OF EUROPE

## RECOMMENDATION 2254 (2023) <sup>(1)</sup>

### Safeguarding democracy, rights and the environment in international trade

#### PARLIAMENTARY ASSEMBLY

1. The Parliamentary Assembly refers to its Resolution 2496 (2023) « Safeguarding democracy, rights and the environment in international trade ». It underscores the close interdependence between policies pursued by the Council of Europe member States in the area of trade and investment, and the implementation of shared values « in the interests of economic and social progress », as stated in the Statute of the Council of Europe (ETS No. 1). International trade arrangements must evolve with society and reflect its increased attention to human dignity and sustainable development.

2. Considering the imperative for the Council of Europe and its member States to contribute to the achievement of the United Nations Sustainable Development Goals, aimed at promoting human prosperity worldwide while protecting the planet, the Assembly emphasises the need to re-balance States' economic, social and environmental commitments at global and domestic levels, including through trade policies and agreements.

3. The Assembly therefore reiterates its proposals for action by member States, as

contained in its Resolution 2496 (2023), and urges the Committee of Ministers to recommend in turn that member States' governments:

3.1. support multilateral negotiations towards the reform of the dispute settlement system for interstate trade disputes of the World Trade Organization (WTO), on the one hand, and the establishment of a multilateral investment court under the auspices of the United Nations for enterprise versus State disputes, on the other hand;

3.2. ensure that all new trade and investment agreements contain comprehensive provisions on sustainable development and protection of fundamental rights, and strengthen enforcement mechanisms for these provisions, commensurate with those protecting investors;

3.3. assess existing trade and investment commitments under the « old generation » treaties and, where necessary, launch their revision with a view to upgrading them with provisions on sustainable development and protection of fundamental rights, so as to ensure that they contribute to the implementation of global environmental treaties and the United Nations Sustainable Development Goals;

3.4. use trade and investment agreements as tools to promote democratic norms

(1) *Assembly debate* on 27 April 2023 (13th sitting) (see Doc. 15739, report of the Committee on Social Affairs, Health and Sustainable Development, rapporteur: Mr Geraint Davies). *Text adopted by the Assembly* on 27 April 2023 (13th sitting).

and human rights, including social rights, on a global scale;

3.5. systematically involve parliaments in negotiations for the conclusion or reform of any trade and investment treaties in order to enhance democratic scrutiny and transparency of the process from the negotiation mandate to the final ratification of such agreements;

3.6. where necessary, consider taking lawful unilateral measures in international trade to enforce domestic environmental standards at the border based on the European Union's carbon border adjustment

mechanism, and consider extending such measures to cover fundamental rights, including labour rights, and public health;

3.7. promote corporate due-diligence obligations through trade with regard to the protection of the environment, fundamental rights and public health;

3.8. work together for a co-ordinated revision of the Energy Charter Treaty in order to minimise the length of the sunset clause and its negative impact on the environment, climate change and fundamental rights.

## ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE DU CONSEIL DE L'EUROPE

### RECOMMANDATION 2254 (2023) <sup>(1)</sup>

#### La sauvegarde de la démocratie, des droits et de l'environnement dans le commerce international

##### ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE

1. L'Assemblée parlementaire renvoie à sa Résolution 2496 (2023) « La sauvegarde de la démocratie, des droits et de l'environnement dans le commerce international ». Elle souligne l'étroite interdépendance qui existe entre les politiques menées par les États membres du Conseil de l'Europe dans le domaine du commerce et des investissements, et la mise en oeuvre de valeurs communes afin de « favoriser le progrès social et économique », tel qu'énoncé dans le Statut du Conseil de l'Europe (STE n° 1). Les dispositifs commerciaux internationaux doivent évoluer avec la société et traduire l'attention accrue qu'elle porte à la dignité humaine et au développement durable.

2. Considérant qu'il est impératif que le Conseil de l'Europe et ses États membres contribuent à la réalisation des objectifs de développement durable des Nations Unies visant à promouvoir la prospérité humaine dans le monde entier tout en protégeant la planète, l'Assemblée souligne la nécessité de rééquilibrer les engagements économiques, sociaux et environnementaux des États aux niveaux mondial et national, notam-

ment par l'intermédiaire de politiques et d'accords commerciaux.

3. L'Assemblée réitère donc ses propositions d'action aux États membres, telles qu'elles figurent dans sa Résolution 2496 (2023), et demande instamment au Comité des Ministres de recommander à son tour aux gouvernements des États membres:

3.1. de soutenir les négociations multilatérales en vue de la réforme du système de règlement des différends de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) pour les litiges commerciaux entre États, d'une part, et la création d'un tribunal multilatéral des investissements sous les auspices des Nations Unies pour les litiges entre entreprises et États, d'autre part;

3.2. de veiller à ce que tous les nouveaux accords de commerce et d'investissement contiennent des dispositions détaillées sur le développement durable et la protection des droits fondamentaux, et de renforcer les mécanismes d'application de ces dispositions, à la mesure de ceux qui protègent les investisseurs;

3.3. d'évaluer les engagements existant en matière de commerce et d'investissement dans le cadre des traités de « l'ancienne génération » et, le cas échéant, d'initier la révision des traités en question en vue de les mettre à jour en y intégrant des dispositions relatives au développement durable et à la protection des droits fon-

(1) *Discussion par l'Assemblée* le 27 avril 2023 (13<sup>e</sup> séance) (voir Doc. 15739, rapport de la commission des questions sociales, de la santé et du développement durable, rapporteur: M. Geraint Davies). *Texte adopté par l'Assemblée* le 27 avril 2023 (13<sup>e</sup> séance).

damentaux, de manière à veiller à ce qu'ils contribuent à la mise en oeuvre des traités internationaux sur l'environnement et des objectifs de développement durable des Nations Unies;

3.4. d'utiliser les accords de commerce et d'investissement comme des outils de promotion des normes démocratiques et des droits humains, dont les droits sociaux, à l'échelle mondiale;

3.5. d'associer systématiquement les parlements aux négociations menées en vue de la conclusion ou de la réforme de tout traité de commerce et d'investissement, afin d'améliorer le contrôle démocratique et la transparence du processus, depuis le mandat de négociation jusqu'à la ratification finale des accords;

3.6. si nécessaire, d'envisager de prendre des mesures unilatérales légales dans le

cadre du commerce international afin de faire respecter les normes environnementales nationales à la frontière, sur la base du mécanisme d'ajustement carbone aux frontières de l'Union européenne, et d'envisager d'étendre ces mesures de façon à ce qu'elles couvrent également les droits fondamentaux, y compris les droits du travail, et la santé publique;

3.7. de promouvoir les obligations relatives au devoir de vigilance des entreprises par l'intermédiaire du commerce, en ce qui concerne la protection de l'environnement, des droits fondamentaux et de la santé publique;

3.8. de travailler ensemble pour une révision coordonnée du Traité sur la Charte de l'énergie, afin de minimiser la durée de la clause de caducité et son impact négatif sur l'environnement, le changement climatique et les droits fondamentaux.

## ASSEMBLEA PARLAMENTARE DEL CONSIGLIO D'EUROPA

### RACCOMANDAZIONE 2254 (2023) <sup>(1)</sup>

#### Salvaguardare la democrazia, i diritti e l'ambiente nel commercio internazionale

##### ASSEMBLEA PARLAMENTARE

1. L'Assemblea parlamentare fa riferimento alla sua Risoluzione 2496 (2023) « Salvaguardare la democrazia, i diritti e l'ambiente nel commercio internazionale ». Sottolinea la stretta interdipendenza tra le politiche perseguite dagli Stati membri del Consiglio d'Europa nel settore del commercio e degli investimenti e l'attuazione di valori condivisi « nell'interesse del progresso economico e sociale », come affermato nello Statuto dell'Organizzazione (STE n. 1). Gli accordi commerciali internazionali devono evolversi di pari passo con la società e riflettere la sua crescente attenzione alla dignità umana e allo sviluppo sostenibile.

2. Considerando l'imperativo per il Consiglio d'Europa e i suoi Stati membri di contribuire al raggiungimento degli Obiettivi di Sviluppo Sostenibile delle Nazioni Unite, volti a promuovere la prosperità umana in tutto il mondo, proteggendo al contempo il pianeta, l'Assemblea sottolinea la necessità di riequilibrare gli impegni economici, sociali e ambientali degli Stati a livello globale e nazionale, anche

attraverso politiche e accordi commerciali.

3. L'Assemblea ribadisce pertanto le proposte di intervento da parte degli Stati membri, contenute nella Risoluzione 2496 (2023), e sollecita il Comitato dei Ministri a raccomandare a sua volta ai governi degli Stati membri di:

3.1 sostenere i negoziati multilaterali per la riforma del meccanismo di risoluzione delle controversie commerciali interstatali dell'Organizzazione Mondiale del Commercio (OMC), da un lato, e l'istituzione di un Tribunale multilaterale per gli investimenti sotto l'egida delle Nazioni Unite per le controversie tra imprese e Stati, dall'altro;

3.2 garantire che tutti i nuovi accordi commerciali e di investimento contengano disposizioni esaustive sullo sviluppo sostenibile e sulla tutela dei diritti fondamentali e rafforzare i meccanismi di applicazione di tali disposizioni in misura proporzionale a quelli che tutelano gli investitori;

3.3 valutare gli impegni commerciali e di investimento esistenti nell'ambito dei trattati di « vecchia generazione » e, se necessario, avviarne la revisione al fine di aggiornarli con disposizioni sullo sviluppo sostenibile e sulla protezione dei diritti fondamentali, in modo da garantire che contribuiscano all'attuazione dei trattati

(1) Dibattito in Assemblea del 27 aprile 2023 (13<sup>a</sup> seduta) (V. Doc. 15739, Relazione della Commissione affari sociali, sanità e sviluppo sostenibile, relatore: On. Geraint Davies). Testo adottato dall'Assemblea il 27 aprile 2023 (13<sup>a</sup> seduta).

ambientali globali e degli Obiettivi di sviluppo sostenibile;

3.4 utilizzare gli accordi commerciali e di investimento come strumenti per promuovere le norme democratiche e i diritti umani, compresi i diritti sociali, su scala globale;

3.5 coinvolgere sistematicamente i parlamenti nei negoziati per la conclusione o la riforma di qualsiasi trattato commerciale e di investimento, al fine di migliorare il controllo democratico e la trasparenza del processo, dal mandato negoziale alla ratifica finale di tali accordi;

3.6 ove necessario, prendere in considerazione l'adozione di misure unilaterali legittime nel commercio internazionale per far rispettare gli standard am-

bientali nazionali alle frontiere, sulla base del meccanismo di adeguamento del carbonio alle frontiere dell'Unione Europea, e valutare l'opportunità di estendere tali misure anche ai diritti fondamentali, compresi i diritti del lavoro, e la salute pubblica;

3.7 promuovere gli obblighi di dovere di diligenza delle imprese nel commercio per quanto riguarda la protezione dell'ambiente, dei diritti fondamentali e della salute pubblica;

3.8 collaborare per una revisione coordinata del Trattato sulla Carta dell'Energia, al fine di ridurre al minimo la durata della clausola di caducità e il relativo impatto negativo sull'ambiente, sul cambiamento climatico e sui diritti fondamentali.



\*190122063440\*